

[Text]

the rest of the country. We recognize the need for co-operation with the federal government in this regard.

Nevertheless the region and the municipal governments have the primary responsibility for planning. Indeed, regional governments were established in the Province of Ontario to strengthen the municipal mandate, particularly in the planning field. In recent years many of the planning powers of the province have devolved to the region to encourage this objective.

The development of the Region's official plan, which is now before the Ontario Municipal Board, took as you remember, five years. We made certain that at each step the federal government was kept informed and consulted to ensure that the plan accommodated general goals of the federal government in the national capital.

As some members of the Committee may recall, there were differences and there were tensions between ourselves and the Commission over various planning issues. While these tensions have eased somewhat, the question of the National Capital Commission's role in planning still remains. The objects and purposes of commission as set out in the National Capital Act are, in our view, too broad.

• 1610

I am of the opinion that while the success or failure in relationship between the commission and ourselves may depend a great deal on personalities, the present legislation of the commission must be better defined and limited.

When I appeared before the Committee in 1976 I tabled recommendations to amend the National Capital Act which are a matter of record.

Two years ago I suggested that one means of improving our relationship was to have closer co-ordination and consultation between the senior political levels of both governments. It is fine for the technical and administrative staff to meet and discuss, but unless there is a sincere desire for co-operation at the political level, little will be accomplished.

For instance, there was no discussion and no prior consultation on the part of the government in advance of their announcement of decentralization and relocation of the public service on May 17, 1977. That is the most recent announcement.

All of us at the municipal level found this quite incredible. Not because we oppose decentralization, we do not. Indeed the population and employment policies contained in the region's official plan assumed decentralization based on data provided by the federal government.

In November of 1974 we were informed that about half of the future federal employment would be located in Hull. This amounted to some 36,000 jobs in the long term. That figure is stated in our official plan.

[Translation]

tale nationale comme symbole pour le reste du pays. Dans ce sens, nous savons qu'il est nécessaire de collaborer avec le gouvernement fédéral.

Néanmoins, les administrations municipales et régionales sont les premières responsables de la planification. En fait, les administrations régionales ont été créées en Ontario pour renforcer le pouvoir des municipalités, surtout dans le domaine de la planification. Au cours des dernières années, la province a, dans ce domaine, délégué de nombreux pouvoirs aux régions pour atteindre cet objectif.

La mise au point du plan officiel de la région, dont la commission municipale de l'Ontario est actuellement saisie, a pris, si vous vous souvenez bien, cinq ans. Nous nous sommes assurés qu'à chaque étape, le gouvernement fédéral était avisé, consulté, afin d'être certains que le plan répondait bien aux objectifs généraux du gouvernement fédéral pour la Capitale nationale.

Certains membres du comité se souviendront qu'il y a eu des divergences d'opinions et des tensions entre nous et la commission sur diverses questions de planification. Même si ces tensions se sont un peu relâchées, la question du rôle de la Commission de la Capitale nationale en matière de planification demeure toujours posée. La Loi sur la Commission de la Capitale nationale définit les objectifs et les buts de la Commission; à notre avis, ils sont trop vastes.

Je suis d'avis que même si le succès ou l'échec des rapports entre la commission et nous-mêmes dépend en grande partie des personnalités, la loi actuelle de la commission doit être mieux définie et plus limitée.

Lorsque j'ai comparu devant le comité en 1976, j'ai déposé des recommandations pour modifier la Loi sur la Capitale nationale et elles font maintenant parties du dossier.

Il y a deux ans je soulignais qu'un des moyens d'améliorer nos rapports, c'était d'avoir une plus grande coordination et une meilleure consultation entre des paliers politiques supérieurs des deux gouvernements. Il est très bien que les personnels technique et administratif se rencontrent pour discuter, mais à moins qu'il y ait un désir sincère de collaboration au niveau politique, il ne peut y avoir de grandes réalisations.

Ainsi, par exemple, il n'y eu ni discussion ni consultation préalable de la part du gouvernement avant qu'il annonce la décentralisation et le relogement de la Fonction publique le 17 mai 1977. C'est l'annonce la plus récente.

Nous tous, au niveau municipal, avons trouvé cela incroyable. Non parce que nous nous opposons à la décentralisation, ce n'est pas le cas. En réalité, les politiques d'emploi et de population contenues dans le plan officiel régional supposaient une décentralisation fondée sur des données qui nous avaient été fournies par le gouvernement fédéral.

En novembre 1974, on nous a informés qu'environ la moitié des emplois futurs du gouvernement fédéral seraient localisés à Hull. Il s'agissait de quelque 36,000 emplois à long terme. Ce chiffre est mentionné dans notre plan officiel.